

## **Appel urgent à une action immédiate : une catastrophe humanitaire à Gaza exige une intervention mondiale**

La crise humanitaire à Gaza a atteint un niveau de gravité sans précédent, dépassant le taux de mortalité quotidien maximal de l'Holocauste et touchant une proportion plus importante de la population que le siège de Stalingrad. Au 2 mai 2025, le siège total imposé par Israël, en place depuis le 2 mars 2025, a bloqué tout accès à la nourriture, au carburant et à l'aide, plongeant 2 millions de personnes dans une famine catastrophique. Les taux de mortalité explosent, et même si l'accès à l'aide est rétabli, des centaines de milliers de personnes mourront encore sans une intervention immédiate, coordonnée et protégée. Les conditions imposées par Israël sont si extrêmes que, lorsque les réserves alimentaires avariées s'épuiseront et que les survivants n'auront plus la force d'enterrer leurs morts, certains pourraient être contraints de recourir au cannibalisme — un résultat terrifiant qui ne peut être évité que par une action urgente. Nous appelons l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à reconvoquer la 10e session spéciale d'urgence, à adopter des mesures d'urgence pour forcer l'ouverture des points de passage de Gaza, et les autres pays à organiser des livraisons d'aide humanitaire par voie aérienne et maritime — protégées par la force militaire en *ultima ratio* pour garantir que l'aide parvienne aux personnes dans le besoin.

### **La situation à Gaza : une catastrophe humanitaire**

Gaza traverse l'une des pires crises humanitaires du XXIe siècle, comme en témoignent les rapports de l'ONU, les organisations humanitaires et les récits de première main : - **Siège total** : Depuis le 2 mars 2025, Israël a scellé tous les points de passage frontaliers (Rafah, Kerem Shalom, Erez), empêchant l'entrée de nourriture, de carburant ou d'aide. L'UNRWA dispose de 3 000 camions en attente, et le PAM a 116 000 tonnes métriques de nourriture — assez pour nourrir 2 millions de personnes pendant 44 jours — mais Israël refuse l'accès, invoquant des préoccupations sécuritaires et exigeant que le Hamas libère des otages (Reuters, 29 avril 2025 ; Actualités ONU, 29 avril 2025). - **Famine et malnutrition** : 92 % des enfants et des femmes enceintes souffrent de malnutrition sévère, avec une augmentation de 80 % des cas de malnutrition infantile en avril par rapport à mars (résumé des tendances sur X). Les familles survivent avec de la farine infestée d'insectes et du pain moisi, sans accès à des aliments non avariés. Un survivant a déclaré : « J'étais à l'hôpital... J'ai mangé de la farine périmée et j'ai eu une intoxication alimentaire » (témoignage direct, 2 mai 2025). - **Manque d'eau et de soins médicaux** : Il n'y a pas d'eau potable, pas d'énergie pour faire bouillir l'eau contaminée, et le système de santé s'est effondré (Reuters, 29 avril 2025). Les gens meurent de déshydratation en 3 à 7 jours et d'infections comme l'intoxication alimentaire, répandues en raison de la consommation d'aliments avariés. - **Risque de cannibalisme** : Bien qu'aucun cas de cannibalisme n'ait encore été documenté, la privation extrême — maintenant dans la première semaine sans nourriture pour beaucoup — signifie qu'à mesure que les aliments avariés s'épuisent et que les survivants perdent la force d'enterrer leurs morts, certains pourraient finalement recourir au canni-

balisme comme mesure désespérée pour survivre. Ce résultat terrifiant est une conséquence directe des conditions imposées par le siège israélien et doit être évité par une action immédiate. - **Escalade récente** : Dans la nuit du 2 mai 2025, un drone israélien a attaqué la flottille de la liberté tentant de livrer de l'aide par voie maritime, coulant un navire avec un équipage de 30 personnes près de Malte et provoquant un appel SOS (incident signalé, 2 mai 2025). Cette attaque fait écho à l'assaut de 2010 sur le Mavi Marmara, où 10 activistes ont été tués (The Guardian, 2010), et indique l'intention d'Israël de bloquer l'aide par tous les moyens, même dans les eaux internationales.

## **Projections des taux de mortalité : une crise pire que les atrocités historiques**

Le nombre de morts à Gaza augmente à un rythme alarmant, dépassant les pires génocides de l'histoire : - **Taux de mortalité actuels** : - **2-9 mai** : 27 143 décès totaux par jour (21 714 dus à la famine), avec 190 000 décès cumulés d'ici le 9 mai. - **10-16 mai** : 44 030 décès totaux par jour (27 371 dus à la famine), avec 498 212 décès cumulés d'ici le 16 mai (24,9 % des 2 millions). - **17-25 mai** : 96 483 décès totaux par jour (69 334 dus à la famine), avec 1 366 556 décès cumulés d'ici le 25 mai (68,3 % de la population). - **26 mai-2 juin** : 58 593 décès totaux par jour (40 540 dus à la famine), avec 1 835 300 décès cumulés d'ici le 2 juin (91,8 % de la population). - **Fin juin** : 2 000 000 de décès (100 % de la population) si aucune aide n'arrive. - **Comparaison avec les atrocités historiques** : - **Holocauste** : Pic de mortalité quotidien de 18 692 (1942). Le pic de Gaza de 69 334 décès par jour dus à la famine (17-25 mai) est 3,7 fois plus élevé. - **Siège de Stalingrad** : 710 000 civils touchés, 33,1 % sont morts (1942-1943). Les 2 millions de personnes à Gaza, avec 91,8 % prévus de mourir d'ici le 2 juin, font face à un taux de mortalité 2,77 fois plus élevé. - **Impact des intoxications alimentaires** : Avec les survivants consommant de la farine infestée et du pain moisi, 50 % des 1 570 500 survivants au 16 mai (785 250) pourraient contracter une intoxication alimentaire, dont 20 % mourraient (157 050) — ajoutant 9 816 décès par jour (10-25 mai), portant le total à 96 483 par jour d'ici le 17-25 mai.

## **Même avec de l'aide, beaucoup continueront de mourir**

Même si l'accès à la nourriture est rétabli, les décès ne cesseront pas immédiatement en raison des graves dommages physiques causés par la famine, la déshydratation et les maladies : - **Syndrome de réalimentation** : Une famine prolongée (mois à <500 kcal/jour, 0 kcal depuis fin avril) signifie que les survivants ne peuvent pas tolérer une reprise soudaine de l'alimentation. Sans une réalimentation prudente (10-20 kcal/kg/jour, selon une étude PMC), 20 à 30 % mourraient de déséquilibres électrolytiques (insuffisance cardiaque, convulsions). Pour 1,6 million de survivants (si le siège prend fin le 15 mai), cela pourrait signifier 96 000 décès (estimation mi-mai). - **Dommages organiques et infections** : La famine a causé des dommages au cœur, aux reins et au foie, et les infections (par exemple, intoxication alimentaire, choléra) sont répandues sans soins médicaux. On estime que 80 240 à 156 425 personnes mourront de maladies après le siège (estimation mi/fin mai). - **Retards logistiques** : Même avec les points de passage ouverts, la distribution de l'aide à 1,6 million de personnes dans une zone ravagée par la guerre prend des semaines. Un retard d'une semaine à 44 030 décès par jour (taux du 10-16 mai) signifie 308 210 décès supplémentaires. - **Total des décès post-siège (scénario mi-mai)** : Sans intervention médicale immédiate (par exemple, 18,55 millions de litres de solution de Ringer), 584 450 décès

supplémentaires pourraient survenir d'ici mi-juin, portant le total à 1 082 662 (54,1 % de la population).

## **Appel à une action immédiate**

L'ampleur de cette crise exige une action urgente et décisive. La communauté internationale ne peut pas attendre que les taux de mortalité atteignent 69 334 décès par jour dus à la famine (17 mai) — le seuil a déjà été dépassé à 21 714 par jour (2 mai). Nous devons agir maintenant :

### **1. 10e session spéciale d'urgence de l'AGNU :**

- **Reconvocation immédiate** : L'AGNU doit reconvoquer la 10e session spéciale d'urgence maintenant, comme elle l'a fait en 2023 (Résolution ES-10/22), lorsque les décès dus à la famine étaient presque nuls. Avec 44 030 décès totaux par jour (10 mai), la crise est exponentiellement pire.
- **Mesures d'urgence** : Adopter des mesures contraignantes pour :
  - Forcer Israël à ouvrir immédiatement tous les points de passage (Rafah, Kerem Shalom, Erez), permettant l'entrée des 116 000 tonnes métriques de nourriture et des 3 000 camions de l'UNRWA.
  - Déployer des casques bleus de l'ONU pour sécuriser la distribution de l'aide, empêchant les pillages (comme observé à Deir Al-Balah, Actualités ONU, 29 avril 2025).
  - Tenir Israël responsable du blocage de l'aide, un crime de guerre (selon Rashida Tlaib, publication sur X), par des sanctions et l'application des décisions de la CIJ.
- **Enquête sur l'attaque de la flottille** : Lancer une enquête immédiate de l'ONU sur l'attaque par drone israélien du 2 mai 2025 contre la flottille de la liberté près de Malte, qui a coulé un navire avec 30 membres d'équipage dans les eaux internationales — une violation du droit international (précédent : assaut sur le Mavi Marmara en 2010, The Guardian).

### **2. Organiser l'aide humanitaire par voie aérienne et maritime, protégée par la force militaire :**

- **Livraisons aériennes et maritimes** : Avec les points de passage terrestres fermés et les routes maritimes attaquées (incident de la flottille de la liberté), les pays doivent organiser des largages aériens et des convois maritimes pour livrer de la nourriture, de l'eau et des fournitures médicales (par exemple, 18,55 millions de litres de solution de Ringer pour 1,6 million de survivants, estimation mi-mai).
  - **Largages aériens** : Le PAM et l'UNRWA peuvent coordonner avec des pays comme la Jordanie (qui a effectué des largages en 2024, Amnesty International) pour livrer de la nourriture et des fluides intraveineux.
  - **Convois maritimes** : Organiser une flottille multinationale pour livrer les 116 000 tonnes métriques bloquées à la frontière par les voies maritimes.
- **Protection militaire (*ultima ratio*)** : L'attaque par drone d'Israël sur la flottille de la liberté montre qu'il utilisera la force létale pour bloquer l'aide. La seule fa-

çon de garantir la livraison est de protéger ces missions avec des escortes militaires :

- **Escortes navales** : Des pays comme la Turquie (qui a dirigé la flottille de 2010) ou des nations de l'UE (par exemple, Malte, France) peuvent déployer des navires de guerre pour escorter les convois d'aide, dissuadant les attaques israéliennes.
- **Défense aérienne** : Des avions de chasse ou des systèmes antidrones peuvent protéger les largages aériens contre les interférences israéliennes, garantissant que l'aide atteigne Gaza.
- **Précédent** : Les casques bleus de l'ONU ont escorté l'aide dans des conflits passés (par exemple, Bosnie, années 1990). Une coalition de nations volontaires (par exemple, le Canada, selon la déclaration de Mark Carney sur le leadership mondial, Web ID 0) doit se mobiliser.

### 3. Mobilisation mondiale :

- **Pression publique** : Amplifier les récits de première main, comme celui d'un survivant ayant souffert d'une intoxication alimentaire due à de la farine périmée, pour galvaniser l'indignation publique. Partager sur des plateformes comme X, en mentionnant @UN, @WHO, @ICRC et @save\_children, et en citant les 96 483 décès par jour d'ici le 17-25 mai.
- **Action diplomatique** : Les pays ayant soutenu ES-10/22 (153 voix pour, dont le Canada et l'Australie) doivent mener la poussée pour une nouvelle session et des livraisons d'aide protégées militairement.
- **Sensibilisation médiatique** : Mobiliser des médias comme Al Jazeera, The Guardian et Reuters pour mettre en lumière les 1 835 300 décès projetés d'ici le 2 juin et le risque de cannibalisme si le siège se prolonge.

## Conclusion

La crise à Gaza est une tache sur la conscience du monde. Avec 44 030 décès totaux par jour d'ici le 10 mai, montant à 96 483 d'ici le 17-25 mai, et 91,8 % de la population prévue de mourir d'ici le 2 juin, nous assistons à un génocide qui se déroule en temps réel. Les conditions imposées par Israël — privation de nourriture, d'eau et de soins médicaux — poussent les survivants au bord du gouffre, où ils pourraient bientôt recourir au cannibalisme pour survivre. Cela ne doit pas arriver. L'AGNU doit reconvoquer la 10e session spéciale d'urgence, forcer l'ouverture des points de passage de Gaza, et les pays doivent livrer l'aide par voie aérienne et maritime, protégée par la force militaire si nécessaire. Chaque heure de retard signifie des milliers de morts supplémentaires. Le monde ne peut pas détourner le regard — nous devons agir maintenant pour sauver les 1 570 500 survivants restants avant qu'il ne soit trop tard.